

commissioners' offices, increased participation in trade fairs and so on. This did not detract however, from praise for the Canadian trade commissioners who are now working in the Soviet Union and Eastern Europe.

26. In the field of science and technology, a major problem faced by Canada is that the Soviet Union and East European countries want as much access as possible to Western knowledge, but have relatively little to offer in exchange in most areas. In the fields where they do have expertise, they have been prepared to cooperate and exchange information only on a limited and selective basis. This is especially so in fields related to industry and high technology. The Canadian Government has cut back exchanges of scientists and scientific and technical information in response to the Soviet invasion of Afghanistan, and seems likely to restore them only when world conditions appear to justify such a move. The utility of trying to use the restoration of scientific and technical exchanges as a bargaining counter at Madrid was the subject of varying views.

27. In the environmental field, the Sub-committee considered the proposal made in 1975 by Mr. Brezhnev for a high-level meeting, and noted that this had led to a conference on the Environment in Europe and the establishment of a Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution. Soviet motives in proposing such a meeting were discussed, but it was agreed that the Convention itself was a useful measure.

#### BASKET II: VIEWS ON MADRID

28. There was a general expectation during the hearings that the Canadian Delegation in Madrid would do all it could to promote the interests of Canadian exporters to the Soviet Union and Eastern Europe. This would include making further efforts to obtain concessions in such areas as access to end-users and the provision of better business information. However, several witnesses before the Sub-committee cautioned that one should beware, in promoting sales to the Soviet Union and Eastern Europe, of providing technology or materials which could then be used to produce goods which would compete with Canadian products. It was also widely recognized that difficulties exist in dealing with the Soviet Union and East European countries, and that there may be dangers at times in getting over-involved financially or otherwise disadvantaged by trade relations with them. Some East European countries are now over-extended financially to the point where they have difficulty in living up to contracts because of lack of hard currency. Others indulge in such practices as poaching industrial designs. It was suggested that international mechanisms might be established to guarantee payments on contracts, respect for patents, copyrights and other requirements of proper business.

29. The Sub-committee was also reminded that trade is a two-way street and that Canada needs to import from the

tant le nombre des délégations commerciales, en participant davantage aux expositions commerciales, etc. Toutefois, des félicitations générales ont été adressées aux délégués commerciaux du Canada dans ces pays.

26. Dans le domaine des sciences et de la technologie, le Canada se heurte à un problème majeur qui tient au fait que l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est veulent avoir accès le plus possible au savoir occidental sans avoir grand-chose à offrir en retour. Dans les domaines où ils disposent de connaissances, ils n'ont été disposés à coopérer et à échanger des renseignements que de façon restreinte et sélective. C'est en particulier le cas des secteurs rattachés à l'industrie et aux techniques de pointe. Le gouvernement canadien a réduit ses échanges de scientifiques et d'informations scientifiques et techniques pour condamner l'invasion soviétique en Afghanistan et il semble qu'il ne les rétablira que lorsque la conjoncture internationale semblera justifier une telle décision. L'utilisation du rétablissement des échanges scientifiques et techniques comme outil de négociation à Madrid a suscité des opinions diverses.

27. Dans le domaine de l'environnement, le Sous-comité a étudié la proposition présentée en 1975 par M. Brejnev, voulant qu'une réunion de haut niveau soit convoquée, et il a noté que cette initiative avait donné lieu à une Conférence sur l'environnement en Europe ainsi qu'à la création d'une Convention sur la pollution atmosphérique trans-frontière à longue distance. Les motifs pour lesquels l'Union soviétique a proposé la tenue de cette réunion ont été étudiés, mais il a été reconnu que la convention elle-même constituait une mesure opportune.

#### CORBILLE II: CONSIDÉRATIONS SUR LA CONFÉRENCE DE MADRID

28. Dans l'ensemble, les participants aux audiences s'attendaient à ce que les délégués canadiens à Madrid déploient tous les efforts possibles afin de favoriser les intérêts des exportateurs canadiens en Union soviétique et en Europe de l'Est, notamment en cherchant à obtenir des concessions pour ce qui concerne l'accès aux utilisateurs de produits ou services et la mise sur pied d'un meilleur service d'information commerciale. Cependant, plusieurs témoins qui ont comparu devant le Sous-comité ont prévenu les participants qu'il faudrait éviter, en favorisant les ventes à l'Union soviétique et à l'Europe de l'Est, de leur fournir des techniques ou de l'équipement qui pourraient servir à fabriquer des produits susceptibles de concurrencer ensuite les produits canadiens. De plus, il a été généralement admis qu'il n'était pas facile de traiter avec ces pays et qu'il pourrait être parfois risqué de prendre trop d'engagements financiers ou d'entretenir d'étroites relations commerciales avec eux. Certains pays de l'Europe de l'Est qui ont conclu des accords financiers contraignants éprouvent maintenant des difficultés à honorer leurs contrats par manque de devises fortes tandis que d'autres n'hésitent pas à s'approprier illégalement des plans industriels. Il a été proposé que des mécanismes internationaux soient créés pour assurer les versements prévus par contrat, le respect des brevets et des droits d'auteur et le maintien d'autres pratiques commerciales loyales.

29. D'aucuns ont également rappelé au Sous-comité que les échanges commerciaux ne font pas intervenir un processus à